



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Juin 2009



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
De la nature du MERCOSUR	4
IED : montant historique atteint en 2008.....	4
Climat d'affaires : un classement sans surprise	5
ARGENTINE	6
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	7
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	8
Confusions et coups bas.....	8
Distribution des revenus et combines gouvernementales	8
L'agroalimentaire roi de l'exportation.....	9
BRÉSIL	10
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	11
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	12
LULA retrouve les sommets de la popularité.....	12
Les investissements nationaux à moyen terme	12
Moins de pauvres dans les grandes villes	13
L'industrie fait grise mine	13
La plus forte pression fiscale régionale	13
CHILI	14
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	15
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	16
ENRÍQUEZ-OMINAMI : feu de paille ou trouble-fête ?	16
Un excédent commercial divisé par deux	16
Baisse de l'investissement à l'extérieur	16
La distribution première sur les fusions-acquisitions	17
COLOMBIE	18
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	19
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	20
Présidentielles : un paysage troublé	20
Commerce extérieur : changement de tendance.....	20
MEXIQUE	21
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	22

<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	23
Élections législatives en vue.....	23
Chute de la production industrielle	23
Émigration en baisse.....	23
Les mauvais chiffres du chômage.....	24
URUGUAY	25
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	26
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	27
Démission de la ministre de l'Intérieur	27
Hausse du salaire moyen.....	27
Vers une stabilisation du taux de chômage.....	27
Réduction drastique des importations	28

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

De la nature du MERCOSUR

Le prochain Sommet des Amériques aura lieu en Colombie en 2013. Ce sera la sixième édition de ce sommet qui permet au niveau présidentiel d'évoquer des sujets ayant trait aux problèmes économiques et politiques communs des pays de la région.

En attendant cette occasion, le MERCOSUR a tremblé à propos des récentes décisions du gouvernement vénézuélien de nationaliser des entreprises étrangères, argentines notamment. La nouvelle était accompagnée par l'affirmation de **Hugo Chávez** disant que ce genre de mesure ne touchera en aucun cas les entreprises brésiliennes.

Cette situation soulève l'interrogation sur la possibilité d'intégrer au sein du bloc sud-américain un pays, le Venezuela en l'occurrence, qui préconise un modèle économique aux pratiques contraires à celles des autres pays membres. Rappelons que l'intégration du pays au MERCOSUR n'est pas encore effective car les parlements paraguayen et brésilien n'ont toujours pas donné leur aval.

Non membre du bloc, le Chili est confronté à un cas similaire lorsque le gouvernement vénézuélien a décrété l'arrêt des activités de la filiale locale de céramiques du groupe chilien **Briones**.

IED : montant historique atteint en 2008

Selon la **Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe** (CEPAL), l'année dernière, les économies latino-américaines ont reçu pour **128,3 milliards de dollars** d'investissements étrangers directs (IED), un chiffre record en hausse de **13,4%**.

Par pays, les trois premières places du classement sont occupées par le Brésil (45 milliards de dollars), le Mexique (22 milliards de dollars) et le Chili (14,5 milliards de dollars). Notons un boum des IED en Équateur (+405% à 974 millions de dollars) ainsi qu'au Venezuela (+166% à 1,72 milliards de dollars).

Climat d'affaires : un classement sans surprise

L'**Economist Intelligence Unit**, la branche analyse du magazine britannique **The Economist**, a publié son classement annuel des pays en fonction de leur attractivité économique.

Sans surprise, en Amérique latine les trois premières places du podium sont occupées par le Chili (15^{ème} au niveau mondial), le Mexique (35^{ème}) et le Brésil (39^{ème}). Suivent le Pérou (46^{ème}) et la Colombie (54^{ème}).

La pilule est amère pour l'Argentine, qui perd six places (65^{ème}) et l'Équateur, qui en perd dix (78^{ème}). Et que dire du Venezuela, qui perd 11 places et se retrouve avant-dernier du classement (81^{ème}).

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 39,4M d'hab.

Densité de population 14,11 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		250,0	266,3	265,5
PIB (Δ %)		8,7	5,0	-0,3
PIB/hab. (\$)		6 427	6 759	6 739
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	11,5	11,5
Taux d'inflation (Δ %)		20,0**	22,0**	18,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	9,8	8,4
Solde commercial (Md\$)		14,5	13,18	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		45,0	48,9	47,0
Dettes extérieures* (Md\$)		120,6	127,3	128,1
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,14	3,45	
	/EUR	4,6	4,92	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Confusions et coups bas

Telles sont les caractéristiques de l'actuelle campagne pour des élections législatives. Le parti au pouvoir, le péronisme des **Kirchner**, doit faire face à une opposition « péroniste anti-Kirchner ». Les autres partis d'opposition font campagne contre le péronisme K et anti-K ainsi que contre les autres formations... Par ailleurs, le candidat **Néstor Kirchner** et ses alliés n'ont pas hésité à profiter de l'appareil gouvernemental pour faire campagne (avions, fonds, syndicats, etc.) ni à utiliser des procédés contraires à l'éthique politique la plus élémentaire pour attaquer les candidats les plus en vue.

Un tel comportement pourrait-il tromper les argentins ou ne risque-t-il pas de se retourner contre leurs auteurs? Après le conflit avec le monde rural toujours d'actualité, il faut aussi noter que dernièrement le gouvernement de **Cristina Fernández de Kirchner** a adopté un ton particulier, pour ne par dire critique vis-à-vis aussi du monde industriel national. Ainsi, la récente nationalisation d'entreprises sidérurgiques argentines au Venezuela n'a pas ému le sommet de l'État. Curieusement, Mme Kirchner qui s'est montrée critique envers le groupe **Tenaris** parce que, selon elle, préfère investir ailleurs que dans le pays, en même temps, met à disposition de **General Motors** une forte somme pour développer une voiture *Made in Argentina*.

Distribution des revenus et combines gouvernementales

Entre 2003 et 2007, le pays montrait des améliorations évidentes sur la distribution des revenus. Mais depuis 2007, année où le gouvernement a arrêté d'informer sur son évolution, différentes études indépendantes constatent une stagnation du partage des revenus. Et c'est également depuis 2007 que le gouvernement a « pris le contrôle » des calculs des indicateurs économique officiels du pays (INDEC) en manipulant à la baisse le taux de l'inflation qui sert à déterminer les seuils de pauvreté et d'indigence. De plus, le gouvernement ne réalise plus l'enquête permanente des foyers qui servait à établir le niveau d'inégalité sociale.

PS : en 2003, les revenus des 10% d'argentins les plus riches étaient près de 60 fois supérieurs à ceux des 10% les plus pauvres. En 2006, l'écart s'est réduit à 33,8 fois grâce à la croissance économique et surtout à la création d'emplois, et à 33,5 fois au premier semestre de 2008 (la différence n'était que de 21,6 fois en 1988).

L'agroalimentaire roi de l'exportation

L'an dernier, 20 groupes et sociétés ont représenté à eux seuls près de la moitié des exportations nationales en valeur, soit **34,87 milliards de dollars**.

Parmi ses vingt acteurs figurent en majorité des groupes agroalimentaires (12), dont **Cargill, Bunge et Louis Dreyfus**, mais aussi des groupes automobiles (Toyota, PSA Peugeot-Citroën, Volkswagen et Ford).

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 189,6M d'hab.

Densité de population 22,27 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		1 350,0	1 418,9	1 421,7
PIB (Δ %)		5,4	5,1	0,2
PIB/hab. (\$)		7 341	7 462	7 566
Taux d'intérêt court* (%)		11,25	13,75	9,25
Taux d'inflation (Δ %)		4,46	6,2	5,2
Taux de chômage* (%)		9,0	7,8	8,9
Solde commercial (Md\$)		40,0	24,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		170,0	200,0	192,9
Dettes extérieures* (Md\$)		147,8	212,9	193,1
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,14	2,18	
	/EUR	2,6	3,28	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

LULA retrouve les sommets de la popularité

En janvier dernier, le taux de popularité du président calculé par l'institut **Sensus** avait atteint les 84%, soit le taux le plus haut depuis sa prise de fonction en janvier 2003. En mars, il avait chuté à 76,2%, pour repasser à nouveau au dessus de la barre des 80% le mois dernier à **81,5%**.

La crise n'a donc que peu érodé la cote de popularité du président Lula. Les sommets qu'elle atteint a même poussé un député à proposer un référendum visant à permettre au président de briguer un troisième mandat, ce qu'empêche la constitution.

Les investissements nationaux à moyen terme

PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS- PÉRIODE 2008-2011	
Secteur	Montant (Md\$)
Industrie et services, dont :	320
- <i>Pétrole et gaz</i>	138
- <i>Mines</i>	41
- <i>Sidérurgie</i>	25,5
- <i>Construction navale</i>	18,5
- <i>Automobile</i>	16
- <i>Papier et cellulose</i>	14,9
- <i>Chimie et pétrochimie</i>	14
- <i>Sucre et alcool</i>	13,3
- <i>Machines et équipements industriels</i>	12,2
- <i>Électronique</i>	11,4
- <i>Autres</i>	15,2
Construction de logements	273
Infrastructures	155
Agroalimentaire	23
TOTAL	771

Source : Banque nationale de développement économique et social (BNDES)

Moins de pauvres dans les grandes villes

Une étude réalisée par l'**Institut de recherche économique appliquée (IPEA)** a montré qu'entre octobre 2008 et mars 2009, environ **316 000** individus sont sortis de la pauvreté dans les six plus grandes métropoles du pays (São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, Recife et Salvador).

Dans ces six zones, le taux de pauvreté s'élève à **30,7%**.

L'industrie fait grise mine

En avril 2009 par rapport à avril 2008, l'**IBGE** (statistiques officielles) a calculé que sur 14 États étudiés, tous ont connu une baisse de leur activité industrielle (-14,7% en moyenne).

Les baisses les plus fortes ont été constatées dans les États de l'Espírito Santo (-26,7%), de Minas Gerais (-21,6%) et de l'Amazonas (-21,1%), tandis que les baisses les plus faibles sont à mettre au crédit des États de Paraná (-2,8%), de Ceará (-2,9%) et de Rio de Janeiro (-3,9%).

La plus forte pression fiscale régionale

D'après la **Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL)**, le Brésil est le pays latino-américain où la pression fiscale exprimée en pourcentage du PIB est la plus forte à **36%**. Arrivent derrière l'Argentine (29%), le Chili (24%), le Pérou (17%) et le Mexique (12%).

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Verónica Michelle Bachelet Jeria (2006-2010)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		135,6	140,5	140,6
PIB (Δ %)		5,1	3,6	0,1
PIB/hab. (\$)		8 748	8 464	8 470
Taux d'intérêt court* (%)		5,75	8,25	1,75
Taux d'inflation (Δ %)		7,8	7,1	3,1
Taux de chômage* (%)		7,7	7,8	8,5
Solde commercial (Md\$)		23,8	10,16	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		16,32	24,09	22,8
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	51,69	51,69
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	512,0	630,3	
	/EUR	707,0	914,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

ENRÍQUEZ-OMINAMI : feu de paille ou trouble-fête ?

Dans les récents sondages en vue de l'élection présidentielle de décembre prochain, on constate que le jeune député socialiste **Marco Enríquez-Ominami** a vu sa cote grimper de manière significative avec près de 23% d'intentions de vote au premier tour, talonnant le candidat officiel de la coalition de gauche **Eduardo Frei**, qui recueillerait 24% des voix. Le candidat de la droite **Sebastián Piñera** pointe lui à 34%.

Sachant qu'il reste six mois avant le scrutin, on peut se demander si le « phénomène » Enríquez-Ominami va se confirmer au fil des semaines. En effet, la candidature du jeune parlementaire n'est pas encore officielle, sa démission du **Parti socialiste** est un préalable à une candidature sous la bannière des indépendants, et le coût des signatures notariées nécessaires pourrait être trop lourd à assumer. M. Enríquez-Ominami réussira-t-il à défier les règles du bipartisme ? À suivre.

Un excédent commercial divisé par deux

Au cours des cinq premiers mois de cette année, les exportations se sont chiffrées à 19,22 milliards de dollars (-40%) pour 15,14 milliards de dollars d'importations (-35%), donnant ainsi un excédent commercial de **4,08 milliards de dollars**.

Cet excédent est **52%** moins important que celui enregistré sur la même période de 2008, principalement à cause de la baisse du prix du cuivre, minerais dont le Chili est le premier exportateur mondial.

Baisse de l'investissement à l'extérieur

Au cours du premier trimestre de cette année, les entreprises chiliennes ont réduit de deux tiers leurs investissements à l'étranger comparé à la même période de 2008 à **249 millions de dollars**.

Les trois principaux pays récipiendaires d'investissements chiliens durant ces trois mois ont été la Colombie, les États-Unis et le Pérou. Concernant ce dernier, la chute des investissements a été particulièrement élevée, avec un montant divisé par sept à 31 millions de dollars.

La distribution première sur les fusions-acquisitions

Sur la période janvier-mai 2009, les opérations de fusions-acquisitions ont représenté un montant total de **3,42 milliards de dollars**. À titre de comparaison, au premier semestre de 2008, 3,53 milliards de dollars avait été consacrés à ce type d'opérations, un chiffre similaire à celui de cette année et ce malgré la crise.

La distribution a été le secteur le plus dynamique durant ces cinq mois avec notamment l'acquisition par **Wal-Mart** de 73,55% du capital de **D&S** pour près de **2 milliards de dollars** et l'acquisition par **Álvaro Saieh** de 20% du groupe **Ripley**.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 41,97M d'hab.

Densité de population 36,76 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		172,4	176,7	177,4
PIB (Δ %)		7,52	2,5	0,4
PIB/hab. (\$)		4 108	4 251	4 227
Taux d'intérêt court* (%)		9,5	10,0	5,0
Taux d'inflation (Δ %)		5,69	7,67	4,0
Taux de chômage* (%)		11,2	10,1	12,1
Solde commercial (Md\$)		-0,82	-5,0	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		20,66	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		43,3	45,85	46,6
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 235	2 194	
	/EUR	2 944	3 227	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Présidentielles : un paysage troublé

L'actualité politique colombienne fait apparaître un certain paradoxe. À moins d'un an de la tenue du scrutin présidentiel, le parlement a approuvé la loi permettant la convocation d'un référendum constitutionnel sur la question de l'instauration d'un troisième mandat présidentiel consécutif. Mais dans le même temps, le président **Álvaro Uribe**, dont la popularité est à l'origine de la demande de référendum, passe du silence aux propos sibyllins sur ce sujet. Cette attitude est certainement le fruit d'un calcul bien senti de la part de M. Uribe qui ne veut pas précipiter les choses.

Pendant ce temps, la vie politique locale a amené son lot de candidatures au poste suprême. Parmi elles, celle de **Juan Manuel Santos**, qui a démissionné de son poste de ministre de la Défense nationale pour se consacrer à sa candidature. Bras droit d'Álvaro Uribe dans la lutte contre la guérilla, M. Santos paraît le mieux placé pour lui succéder à la présidence en cas d'échec du référendum.

Commerce extérieur : changement de tendance

Alors qu'au cours du premier trimestre de 2008 le pays avait enregistré un excédent commercial de 341,7 millions de dollars, il doit faire face pour la même période de 2009 à un déficit de **11 millions de dollars**.

Ce renversement de tendance est notamment dû à une baisse de 13,2% des exportations à **7,5 milliards de dollars**, entraînée par une chute de 43,2% des envois de pétrole et dérivés.

Enfin, dans le trimestre, le plus important département exportateur du pays a été celui d'Antioquia (Medellín) avec plus d'un quart des envois, suivi de la ville de Bogotá (16,7%) et du département de Valle del Cauca (Cali, 12%).

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 105,8M d'hab.

Densité de population 53,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		893,6	1 006,5	952,1
PIB (Δ %)		3,2	2,0	-5,4
PIB/hab. (\$)		8 446	9 513	9 085
Taux d'intérêt court* (%)		7,5	8,25	5,25
Taux d'inflation (Δ %)		3,76	6,56	4,6
Taux de chômage* (%)		3,4	4,25	5,25
Solde commercial (Md\$)		-11,1	-16,84	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		75,7	77,13	74,48
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	163,0
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	10,9	13,34	
	/EUR	16,2	19,45	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Élections législatives en vue

Le 5 juillet prochain, les citoyens devront se rendre aux urnes pour élire les 500 membres la Chambre des députés sur fond de récession économique, de guerre avec le narcotrafic et d'épidémie grippe A.

Selon la moyenne des enquêtes, ce serait le **Parti révolutionnaire institutionnel** (PRI, social-démocratie), qui a gouverné le pays durant 71 ans consécutifs au siècle dernier, qui remporterait le plus de suffrages (30-35%) devant le **Parti d'action nationale** (PAN, droite) du président **Calderón** (25-30%), et loin devant le **Parti de la révolution démocratique** (PRD, gauche - 10-15%).

Actuellement, la majorité parlementaire relative est détenue par le PAN (206 sièges), suivi du PRD (126) et du PRI (106).

PS : selon le quotidien **Reforma**, près de 7 mexicains sur 10 approuvent la gestion du président Felipe Calderón, le plus haut niveau jamais atteint depuis sa prise de fonction fin 2006.

Chute de la production industrielle

La crise aidant, le pays a connu en début d'année une baisse de près de **10%** de sa production industrielle.

Au cours du premier trimestre de cette année, le secteur à avoir connu la plus forte chute interannuelle de sa production a été l'industrie manufacturière (-13,8%), suivie de la construction (-7,7%) et l'énergie/eau (-3%). Le secteur des mines a été quant à lui relativement épargné avec une chute de la production de seulement 1,1%.

Émigration en baisse

Selon les statistiques officielles de l'INEGI, entre janvier et mars 2009, **137 497** mexicains ont émigrés, un chiffre inférieur de **13,5%** à celui de la même période de 2008. Pour plus de 7 émigrés sur 10, la première raison de leur exil est liée à la recherche d'un emploi (aux États-Unis principalement).

Notons que dans la même période, près de 138 600 mexicains sont retournés au pays (+14,8%), la plupart d'entre eux (91,4%) pour des raisons de regroupement familial.

Les mauvais chiffres du chômage

En avril dernier, le pays comptait près de 2,4 millions de chômeurs, soit un taux de chômage officiel de **5,25%**. Ce taux est le deuxième plus élevé depuis l'an 2000, année où les statistiques officielles a débuté le nouveau calcul du taux (5,3% en fév. 2009).

Autre indicateur préoccupant : le taux de chômage dans les 32 plus grandes villes du pays. Dans le mois, le taux s'est monté à **6,74%**, soit le chiffre le plus élevé depuis octobre 1996.

À noter : quatre États ont concentré à eux seuls près de 70% des emplois perdus au cours du mois d'avril : le District fédéral (Mexico), l'État de Mexico, Nuevo León et Chihuahua.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,42M d'hab.

Densité de population 19,41 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État Tabaré Ramón Vázquez Rosas (2005-2010)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		12,5	13,6	13,7
PIB (Δ %)		7,43	8,9	0,4
PIB/hab. (\$)		3 655	3 977	4 006
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,0	7,25	9,0
Taux d'inflation (%)		8,5	9,19	7,4
Taux de chômage* (%)		8,9	7,0	8,3
Solde commercial (Md\$)		-0,4	-2,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		3,52	4,0	6,3
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	13,7	13,7
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	21,9	24,3	
	/EUR	32,2	34,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Démission de la ministre de l'Intérieur

Au début de ce mois, la ministre de l'Intérieur **Daisy Tourné** a décidé de quitter son poste, ce dernier étant désormais occupé par **Jorge Bruni**, qui laisse son portefeuille de sous-secrétaire au ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

Cette décision fait suite aux insultes que Mme Tourné a proférées pendant un discours télévisé et visant la personne de **Luis Hierro**, un des prétendants à la candidature officielle pour l'élection présidentielle du **Parti Colorado** (droite).

La désormais ex-ministre, 58 ans, n'en était pas à ses premières frasques. En début d'année, Daisy Tourné avait suscité la polémique en ayant publié sur son site Web des photos d'elle dénudée sous la douche ponctuées de commentaires plus ou moins explicites.

Hausse du salaire moyen

D'après les statistiques officielles, au premier trimestre de 2009, le revenu mensuel réel moyen d'un foyer uruguayen s'élevait à 24 710 pesos, soit environ **1 065 dollars**, chiffre en hausse de **0,5%** comparé à celui du trimestre précédent et de plus de **6%** comparé à celui du premier trimestre de 2008.

Dans la capitale Montevideo, le revenu mensuel a connu une augmentation interannuelle de 4,8% à **1 283 dollars** et de 7,7% en province à **899 dollars**.

Vers une stabilisation du taux de chômage

Entre mars et avril derniers, le taux de chômage est monté de 0,6 point à **8,3%**. La hausse a été plus forte en province qu'à Montevideo : +1,1 point à 8,2% contre +0,1 point à 8,4%.

Selon le gouvernement, le taux de chômage se stabiliserait au cours des prochains mois autour de 8%-9%.

PS : entre mars et avril, le pourcentage de la population en âge de travailler (individus âgés de 14 ans et plus) a crû de 0,3 point à **62,4%**.

Réduction drastique des importations

En avril 2009, la Banque centrale a enregistré une baisse de **40,6%** des achats à l'extérieur par rapport à avril 2008, soit la baisse la plus importante depuis décembre 2002.

Les baisses les plus importantes ont été pour les secteurs des équipements de transports privés (-75,15%) et l'industrie pétrolière (-64,9%). Depuis le début de l'année, la baisse mensuelle moyenne des importations uruguayennes est de **26%** (-33% en janvier, -8% en février, -15% en mars et 40,6% en avril).